EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	ÉDITION
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.200 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Étranger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	750 »	1.250 »

Changement d'adresse : 10 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (numérotation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

Edition partielle 16 fr.
 Edition complète 26 fr.

Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
 } **40 francs**
 (Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

Le présent numéro hors série ne comporte pas de deuxième partie.

SOMMAIRE

	Pages
Régulation de personnes.	
Arrêté résidentiel du 14 février 1950 ouvrant le droit de requérir des personnes dont l'activité est nécessaire aux besoins du pays	183
Arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1950 portant réquisition de certains personnels de l'Énergie électrique du Maroc	184
Ciments soumis à répartition. — Conditions de vente.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 6 février 1950 modifiant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 fixant les conditions de vente des ciments soumis à répartition	184
Droits miniers. — Demandes de permis de recherche.	
Décision de l'ingénieur en chef des mines, chef de la division des mines et de la géologie, du 1 ^{er} février 1950 fixant la date à partir de laquelle pourront être déposées au service des mines à Rabat des demandes de permis de recherche de quatrième catégorie sur une certaine région	184
Police sanitaire des végétaux — Rosacées fruitières.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 6 février 1950 portant règlement de la production, de la circulation, de la cession et de la plantation de certaines espèces de rosacées fruitières	185

1950. — Vérification des poids et mesures.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1950 déterminant, pour l'année 1950, la lettre qui sera apposée sur les instruments de mesure soumis à la vérification périodique	185
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1950 déterminant les localités dans lesquelles la vérification périodique des instruments de mesure sera effectuée en 1950 et l'époque de cette vérification ..	185

Arrêté résidentiel du 14 février 1950

ouvrant le droit de requérir des personnes dont l'activité est nécessaire aux besoins du pays.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
 A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,
 Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre et, notamment, son titre II, tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le dahir du 15 juin 1946 portant fixation au Maroc de la date légale de cessation des hostilités et, notamment, son article 3 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 17 avril 1939 relatif à la réquisition des personnes et des biens en exécution du dahir du 13 septembre 1938, tel qu'il a été modifié et complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le droit de réquisition du personnel assurant soit la production, soit le transport, soit la distribution de l'électricité, est ouvert à compter du 15 février 1950, à 12 heures, sur toute l'étendue du territoire de la zone française du Maroc.

ART. 2. — Par dérogation à l'article 13 de l'arrêté susvisé du 17 avril 1939, le directeur des travaux publics pourra procéder à la réquisition, par voie d'arrêtés, de tout ou partie du personnel visé à l'article premier ci-dessus.

Ces arrêtés seront portés à la connaissance des intéressés par voie d'affichage à l'entrée des lieux de travail ou par tout autre moyen de publicité approprié. Ils sont notifiés aux chefs de région qui en assurent l'exécution.

ART. 3. — Toute personne dont l'activité serait nécessaire pour assurer soit la production, soit le transport, soit la distribution de l'électricité, pourra être requise, par voie d'ordre individuel dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel susvisé du 17 avril 1939.

ART. 4. — Les prescriptions de l'arrêté résidentiel susvisé du 17 avril 1939 sont applicables aux réquisitions effectuées en application du présent arrêté en tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions qui précèdent.

Rabat, le 14 février 1950.

FRANCIS LACOSTE.

Arrêté du directeur des travaux publics du 14 février 1950 portant réquisition de certains personnels de l'Énergie électrique du Maroc.

LE DIRECTEUR DES TRAVAUX PUBLICS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 14 février 1950 ouvrant le droit de requérir les personnes dont l'activité est nécessaire aux besoins du pays,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le personnel de la société « Énergie électrique du Maroc » désigné à l'article 2 ci-après est requis d'assurer les fonctions qu'il occupe, sauf notification individuelle d'avoir à rejoindre un autre poste.

ART. 2. — Cette réquisition vise tous les agents titulaires appartenant aux échelles n°s 12, 13, 14 et 15 de la classification figurant à l'article 10 du statut du personnel des entreprises de production, de transport et de distribution d'électricité au Maroc, et occupant à Casablanca des fonctions techniques dans les services suivants de l'Énergie électrique du Maroc :

- Centrale thermique des Roches-Noires ;
- Laboratoire ;
- Équipes des lignes ;
- Ateliers des services extérieurs ;
- Garage.

ART. 3. — L'inexécution des dispositions du présent arrêté est passible des sanctions prévues par l'article 20 du dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre.

Rabat, le 14 février 1950.

GIRARD.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 6 février 1950 modifiant l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 fixant les conditions de vente des ciments soumis à répartition.

LE MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE, DÉLÉGUÉ
A LA RÉSIDENCE GÉNÉRALE,

Vu la décision résidentielle du 31 mai 1949 chargeant temporairement le délégué à la Résidence générale du secrétariat général du Protectorat ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 fixant les conditions de vente des ciments soumis à répartition,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 4 de l'arrêté susvisé du secrétaire général du Protectorat du 12 novembre 1949 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 4. — Les importateurs non utilisateurs de ciment réparti dans les conditions prévues par l'arrêté susvisé du 15 janvier 1946 recevront de la caisse de compensation, sur justification d'importation et de répartition, une ristourne dont le montant est fixé forfaitairement comme suit, pour le ciment de toute catégorie, mis à la consommation à partir du 1^{er} février 1950 et importé par les bureaux de douane suivants :

« Agadir	200 francs
« Safi	950 —
« Casablanca	1.580 —
« Fedala	1.300 —
« Port-Lyautey	1.250 —
« Oujda	300 —

ART. 2. — A titre transitoire le montant des ristournes figurant à l'article 4 de l'arrêté du 12 novembre 1949 pourra être appliqué, sur justification d'importation et de répartition, aux tonnages flottants à la date du 1^{er} février 1950, mis à la consommation avant le 10 février 1950.

Rabat, le 6 février 1950.

Pour le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,
et par délégation,

Le directeur de la production industrielle
et des mines,

A. POMMERIE.

Décision de l'ingénieur en chef des mines, chef de la division des mines et de la géologie, du 1^{er} février 1950 fixant la date à partir de laquelle pourront être déposées au service des mines à Rabat des demandes de permis de recherche de quatrième catégorie portant sur une certaine région.

L'INGÉNIEUR EN CHEF DES MINES, CHEF DE LA DIVISION
DES MINES ET DE LA GÉOLOGIE,

Vu l'article 40 du dahir du 1^{er} novembre 1929 portant règlement minier ;

Considérant que le permis de recherche de quatrième catégorie n° 6561 est périmé et qu'il y a lieu de fixer les conditions dans lesquelles le terrain compris dans le périmètre peut être rendu aux recherches,

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Des demandes de permis de recherche de quatrième catégorie visant les terrains anciennement couverts par le permis de recherche de quatrième catégorie n° 6561 pourront être déposées au service des mines à Rabat, à partir du lundi 20 mars 1950.

ART. 2. — Les demandes déposées pendant cinq jours à dater du 20 mars 1950 inclus seront considérées comme simultanées ; la priorité sera fixée, les intéressés entendus, par décision de l'ingénieur en chef des mines, chef de la division des mines et de la géologie, approuvée par le directeur de la production industrielle et des mines.

ART. 3. — Passé le délai de cinq jours prévu à l'article précédent, les terrains n'ayant fait l'objet d'aucune demande recevable seront libres aux recherches dans les mêmes conditions que pour les mines de deuxième, troisième ou sixième catégorie.

Rabat, le 1^{er} février 1950.

L. EYSSAUTIER.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 6 février 1950 portant règlement de la production, de la circulation, de la cession et de la plantation de certaines espèces de rosacées fruitières.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 décembre 1949 établissant un contrôle sur la production, la circulation, la cession et la plantation de certains végétaux ou parties de végétaux ;

Vu l'arrêté viziriel du 14 janvier 1950 portant règlement du contrôle de la production, de la circulation, de la cession et de la plantation de certaines espèces végétales cultivées ;

Considérant la nécessité d'éviter la dispersion de *Capnodis tenebrionis* F. (coléoptère buprestidé) dans les cultures fruitières du Maroc ;

Sur la proposition du directeur adjoint, chef de la division de la production agricole,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont soumises à l'application des dispositions du dahir du 24 décembre 1949 et de l'arrêté viziriel du 14 janvier 1950 susvisés, les espèces botaniques suivantes :

- Pruniers (toutes espèces du genre *Prunus*) ;
- Pêchers (toutes espèces du genre *Persica*) ;
- Amandiers (toutes espèces du genre *Amygdalus*) ;
- Cerisiers (toutes espèces du genre *Cerasus*) ;
- Abricotiers (toutes espèces du genre *Armenica*) ;
- Cognassiers (toutes espèces du genre *Cydonia*) ;
- Pommiers (toutes espèces du genre *Malus*) ;
- Poiriers (toutes espèces du genre *Pyrus*) ;
- Néfliers du Japon (toutes espèces du genre *Eriobotrya*).

ART. 2. — Les plantes ou parties de plantes appartenant aux espèces visées à l'article ci-dessus ne peuvent être importées, cédées, transportées ou plantées quand elles sont infestées par le *Capnodis tenebrionis* F. (coléoptère buprestidé) ou par toute autre larve de buprestidé lorsqu'elle est située à la base de la tige ou dans les racines.

Cette interdiction s'applique à tout lot ou tout envoi comportant des plantes parasitées ou provenant de cultures infestées, ou sur lesquels la présence de *Capnodis tenebrionis* F. adultes a été constatée.

ART. 3. — La circulation des plantes appartenant à ces espèces est soumise aux dispositions prévues par les paragraphes a), b), c) et d) de l'article 5 de l'arrêté viziriel susvisé du 14 janvier 1950.

ART. 4. — Le directeur adjoint, chef de la division de la production agricole, est chargé de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 6 février 1950.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1950 déterminant, pour l'année 1950, la lettre qui sera apposée sur les instruments de mesure soumis à la vérification périodique.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu le dahir du 29 août 1923 instituant le système décimal des poids et mesures, dit « système métrique », dans la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 décembre 1923 relatif à la vérification des poids et mesures et, notamment, les articles 9 et 15 ;

Sur la proposition du chef du service des instruments de mesure,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La vérification périodique sera constatée en 1950 par l'apposition sur les instruments de mesure de la lettre « H ».

Rabat, le 7 février 1950.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur adjoint,

FÉLICIT.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 7 février 1950 déterminant les localités dans lesquelles la vérification périodique des instruments de mesure sera effectuée en 1950 et l'époque de cette vérification.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu le dahir du 29 août 1923 instituant le système décimal des poids et mesures dit « système métrique » dans la zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté viziriel du 3 décembre 1923 relatif à la vérification des poids et mesures et, notamment, l'article 15 ;

Vu l'arrêté viziriel du 6 février 1925 rendant applicables dans la zone française de l'Empire chérifien les dahirs et règlements sur le système métrique ;

Vu l'arrêté viziriel du 27 avril 1936 soumettant certains appareils de mesure à la vérification des agents des poids et mesures ;

Sur la proposition du chef du service des instruments de mesure,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La vérification périodique des instruments de mesure sera effectuée, en 1950 dans les centres énumérés ci-après et durant les périodes indiquées pour chacun d'eux. Toutefois, elle pourra l'être dans d'autres localités et dans les souks ruraux les plus importants si les moyens de transports le permettent.

1° Bureau régional des instruments de mesure d'Oujda.

Ville d'Oujda, en janvier, février et mars ;

Circonscription d'Oujda : Berguent, El-Aïoun, en mars ;

Circonscription de Taourirt : Taourirt, en avril ;

Circonscription de Berkane : Berkane, Martimprey-du-Kiss : en mai et juin ;

Cercle de Figuig : Figuig, Bouârfa, Tendirara, en septembre et octobre.

2° Bureau régional des instruments de mesure de Fès.

Ville de Fès, à partir du début de janvier ;

Cercle de Sefrou : Sefrou, Imouzzèr-du-Kandar, en mars ;

Territoire de Fès : Moulay-Yâkoub, Tissa, Karia-ba-Mohammed, en avril ;

Cercle du Moyen-Ouerrha : Rhafsaï, en mai ;

Cercle du Haut-Ouerrha : Taounate, en juin ;

Cercle de Guercif : Guercif, Outal-Oulad-el-Haj, Missour, Ksabi, en juin ;

Circonscription de Taza-banlieue : Taza, en septembre et octobre.

3° Bureau régional des instruments de mesure de Meknès.

Ville de Meknès : en janvier, février et mars ;

Circonscription d'El-Hajeb : El-Hajeb, Aïn-Taoujdate, en mars ;

Circonscription de Meknès-banlieue, Moulay-Idriss, Boufekrane, en avril ;

Cercle d'Azrou : Azrou, Mrirt, en mai ;

Cercle de Midelt : Midelt, en mai ;
 District d'Ifrane : Ifrane, en juin ;
 Cercle de Khenifra : Khenifra, en septembre ;
 Territoire du Tafilalet : Ksar-es-Souk, Goulmima, Erfoud, en octobre.

4° Bureau régional des instruments de mesure de Rabat.

Circonscription de Rabat-banlieue : Temara, Bouznika, en janvier ;
 Circonscription de Marchand : Marchand, en janvier ;
 Circonscription de Port-Lyautey : Sidi-Yahya-du-Rharb, en janvier ;
 Ville de Port-Lyautey : en février et mars ;
 Circonscription des Zemmour : Khemissèt, Tiflèt, en mars et avril ;
 Circonscription de Petitjean : Petitjean, Sidi-Slimane, en avril et mai ;
 Cercle de Souk-el-Arba-du-Rharb : Souk-el-Arba-du-Rharb, Mechrâ-Bel-Ksiri, en mai et juin ;
 Territoire d'Ouezzane : Ouezzane, en octobre ;
 Ville de Rabat, de juin à septembre ;
 Circonscription de Salé : Salé, en novembre et décembre.

5° Bureau régional des instruments de mesure de Casablanca.

Ville de Casablanca, à partir du début de janvier ;
 Cercle des Chaouïa-nord : Fedala, Boulhaut, Boucheron, Bouskoura, Mediouna, Foucauld, Berrechid, en janvier et février ;
 Cercle des Chaouïa-sud : Settat, Benahmed, El-Borouj, Oulad-Sâïd, Sidi-Hajjaj-des-Mzab, Mechrâ-Benâbbou, en mars et avril ;

Territoire d'Oued-Zem : Oued-Zem, Khouribga, Boujad, en mai ;
 Territoire du Tadda : Beni-Mellal, Kasba-Tadla, Fkih-Bensalah, Dar-ould-Zidouh, Azilal, Ksiba, en mai, juin et septembre ;
 Territoire de Mazagan : Bir-Jdid-Chavent, Azemmour, Mazagan, Sidi-Smaïl, Sidi-Bennour, Khemis-des-Zemanra, en septembre, octobre et novembre.

6° Bureau régional des instruments de mesure de Marrakech.

Ville de Marrakech, en janvier, février et mars ;
 Circonscription des Aït-Ouirir : Tleta-des-Aït-Ouirir, Demnate, en avril ;
 Cercle de Ouarzazate : Ouarzazate, en avril ;
 Territoire de Marrakech : les Skhour-des-Rehamna, Benguerir, El-Kelâa-des-Srarhna, Tamelett, Asni, Amizmiz, Chichaoua, en mai et juin ;
 Territoire de Safi : Safi, Chemaïa, Louis-Gentil, Jemâa-Shaïm, en juillet, août et septembre ;
 Cercle de Mogador : Mogador, Tamanar, en octobre et novembre ;
 Région d'Agadir : Agadir, Inezgane, Taroudannt, Tiznit, Bou-Izakarn, Anezi, Tafraoute, Goulmima, en octobre et novembre.

Rabat, le 7 février 1950.

Pour le directeur de l'agriculture,
 du commerce et des forêts,

Le directeur adjoint,

FÉLICI.